

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GAEC PERROT

Berbouguis
29217 Plougonvelin

Références : -
Code AIOT : 0052902614

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement GAEC PERROT implanté Berbouguis 29217 Plougonvelin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de la vérification de la correction des anomalies constatées lors de la précédente visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC PERROT
- Berbouguis 29217 Plougonvelin
- Code AIOT : 0052902614
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'exploitation est autorisée pour un atelier porc de 290 reproducteurs, 2610 places de porcs charcutiers et 1400 places de post sevrage et un atelier bovin de 110 vaches laitières et la suite au lieu dit Berbougais en Plougonvelin.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
4	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
5	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	1 mois
6	Défense conte l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
7	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
8	Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(compteur, disjoncteur)			
13	Capacités de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Demande d'action corrective	3 mois
14	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
17	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	3 mois
18	Sécurité et entretien des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
21	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
22	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
10	Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2	Sans objet
12	Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet
16	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a	Sans objet
19	Bordereaux import, export	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Sans objet
20	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée en présence des deux gérants de l'exploitation. Les contraintes imposées par le régime de l'autorisation et notamment la directive IED conduisent les gérants à s'interroger sur l'avenir de la conduite de l'exploitation

Il a été constaté de nombreux encombrants autour des bâtiments ainsi qu'une végétation très dense. La sécurité autour des ouvrages de stockage des effluents étant dégradée elle s'avère insuffisante.

La mise en conformité de l'exploitation au regard de la directive IED, et notamment la couverture des fosses de stockage de lisier, la remise en sécurité des ouvrages de stockage et le nettoyage des abords de l'exploitation doivent être réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : 290 reproducteurs, 2610 PC, 1400 PS (3760 ani eq et limite 8056 PC/an)=AE et 110 VL= D
Constats : - L'effectif laitier pour la campagne 2022/2023 est de 129 vaches laitières. Or l'effectif autorisé par l'arrêté préfectoral du 14/02/2012 est de 110 VL. - Les effectifs porcins produits durant la campagne 2022/2023 sont respectés. Les effectifs sont de : - 225 reproducteurs - 5500 porcelets produits - 4349 porcs charcutiers produits. La production de porcs charcutiers est nettement inférieure à celle autorisée par l'arrêté

préfectoral du 14/02/2012 qui est de 8056 PC.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dès la campagne en cours - Respecter les effectifs bovins suivant la production autorisée annuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée :
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats :
Le bâtiment P11 et P12 en projet de 1410 places de porcs charcutiers et 1400 places de post sevrage n'a pas été construit. L'aménagement de la gestante a été réalisé. Il n'y a plus de traitement « SMELOX mobile ». Les différentes canalisations utilisées lors du traitement ne sont pas sécurisées et tenues en évidence afin d'éviter de les endommager. Le hangar à compostage est transformé en stockage de paille.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
En fonction des modifications apportées sur l'installation, vous êtes tenu de présenter une mise à jour du dossier d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée :
L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont

aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - La végétation est très développée autour des bâtiments, ne permettant pas de mettre en évidence les différents regards (lisier et eaux pluviales) et de s'assurer fonctionnement conforme de la gestion du lisier. - De nombreux encombrants sont présents autour des bâtiments
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous un délai de 6 mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évacuer les encombrants vers les filières agréées - Entretien des aires de circulation autour des bâtiments et annexes d'élevages. - Rendre accessible les abords des bâtiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Tenue du registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p>
Constats : <p>Une ébauche d'un registre des risques a été présentée lors de l'inspection.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous un délai de 3 mois, mettre à jour le registre des risques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée :

<p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune fuite n'a été observée le jour de l'inspection. Absence de protection efficace autour des ouvrages de stockage de lisier .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sécuriser sous un délai de 1 mois les ouvrages de stockage contre le risque de chute accidentelle</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz »

<p>;</p> <p>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs n'ont pas fait l'objet d'une vérification récente Le point d'eau public se trouve à une distance légèrement supérieure à 200 m. Une affiche indiquant les numéros utiles se trouve à l'entrée du bureau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire valider par le SDIS un système de défense contre l'incendie et faire vérifier les extincteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p>

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Les installations n'ont pas fait l'objet de vérifications depuis plus d'un an or le GAEC emploie une personne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire vérifier les installations annuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

<p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve alimentant le groupe électrogène ne dispose pas de dispositif de rétention en cas de fuite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, Mettre en place un dispositif de rétention conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Calcul du 170 kg/SAU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p>
<p>Constats :</p> <p>Campagne 2022/2023 :</p> <p>Production d'azote bovin : 15274 kg d'N</p> <p>Production d'azote porcin : 16 670 kg d'N</p> <p>Quantité d'azote transférée (dérogation SOT accordée) : 10940</p> <p>La quantité d'azote organique épandue est de 21000 kg d'azote, soit 151 kg d'azote organique/ha de SAU</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PAR 6 Art 3,3 : L'implantation ou le maintien d'une bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 5 mètres est obligatoire en bordure de la totalité des cours d'eau permanents ou intermittents, référencés dans les inventaires départementaux partagés et validés, mis en ligne sur les sites internet des services de l'État. Des dispositions particulières sont fixées dans les zones d'actions renforcées selon l'article 7.1 qui indique : Dans les bassins versants ou communes en zone d'actions renforcées, l'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents, visés à l'article 3.3, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion des terres semble adaptée notamment par la présence de talus en bordure des parcelles situées à proximité de la zones sensible du bassin de Kermorvan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un compteur est installé sur le dispositif de prélèvement d'eau mais aucun relevé n'est effectué.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder à un relevé hebdomadaire ou mensuel en fonction du débit et enregistrer ces relevés sur un registre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : Le GAEC dispose d'une dérogation concernant la distance d'implantation du forage. Celui-ci est correctement protégé. Une analyse a été réalisée sur eau brute le 15/05/2024 (teneur en azote : 64 mg/l de NO3)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Capacités de stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.
Constats : Les capacités de stockage sont insuffisantes notamment pour l'atelier bovin. Des solutions de stockage seraient disponibles sur des exploitations de prêteurs de terres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le dossier d'autorisation en intégrant ces éléments et en présentant un bilan de stockage actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée :

<p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le regard d'eau pluviale situé à proximité du racleur (atelier bovin) n'est pas sécurisé afin d'éviter le mélange avec les eaux souillées. Ce point a déjà fait l'objet d'une non-conformité lors de l'inspection de 2019. - Les eaux pluviales sont canalisées vers un bassin de rétention, situé en contrebas de la lagune, puis dirigées vers le milieu.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Prendre toutes les dispositions afin d'éviter le mélange d'eau souillée avec les eaux pluviales.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 15 : Absence de re jets directs d'effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun rejet d'effluent n'a été constaté lors de la visite d'inspection issu des ouvrages de stockage. Cependant il a été constaté au niveau de la machine à soupe, une accumulation d'aliment. Un problème technique a créé un écoulement de soupe hors de la machine. L'aliment, via le réseau des eaux pluviales est arrivé dans le bassin de rétention situé en contrebas de la lagune.</p> <p>suite à l'inspection, ce bassin a été curé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Plan d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'épandage répond à trois objectifs :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - identifier les surfaces épanables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ; - identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épanchés par les animaux eux-mêmes, ou traités ; - calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ;
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'épandage présenté lors de l'inspection est conforme pour la campagne 2022/2023, du fait de l'accord à la dérogation SOT.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Notification des changements du plan d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p>
<p>Thème(s) : Élevage, dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 14/02/2012 prévoyait le traitement de 24800 kg d'azote, et l'épandage sur terre en propre de 21411 kg d'azote.</p> <p>La quantité de lisier produite est inférieure à celle prévue dans le dossier.</p> <p>La gestion du lisier est modifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêt du traitement du lisier pour la campagne 2022/2023 et 2023/2024, au profit des dérogations au SOT. - Épandage sur terre en propre et terres mises à disposition dans le cadre de la dérogation au seuil d'obligation de traitement <p>7 bénéficiaires ont été validés pour la campagne 2023/2024 pour 10960 kg d'azote, dans le cadre de la dérogation SOT.</p> <p>Il est à noter que lors de la campagne 2022/2023, 3 demandes de dérogation ont été validées, pour 5300 kg d'azote. 5480 kg d'azote ont été transférés vers des prêteurs de terre non autorisés.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan d'épandage doit permettre de gérer une production maximale de lisier tel que prévue dans l'arrêté préfectoral du 14/02/2012.</p> <p>La production de lisier étant supérieure à 25000 kg d'azote, le dispositif de traitement doit être remis en état dans les plus brefs délais ; la dérogation SOT ne peut pas être une solution pérenne dans l'instruction d'un plan d'épandage soumis à autorisation.</p> <p>La dérogation SOT est une autorisation spéciale accordée pour la campagne culturale en cours, et ne vaut pas pour les suivantes. La dérogation SOT ne s'affranchit pas au traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 18 : Sécurité et entretien des installations de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage. Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus.</p> <p>L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents. Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées. Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; - d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; - de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018). <p>Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La solution de traitement « Smelox Mobile » n'a pas été mise en service les deux dernières campagnes culturales</p> <p>Cependant les différentes canalisations nécessaires au fonctionnement de la station de traitement ne sont pas sécurisées et tenues en évidence.</p> <p>La fosse de centra, la lagune sont aujourd'hui utilisées pour stocker du lisier brut.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Tenir les aménagements dédiés au traitement « SMELOX MOBILE » en état de fonctionnement. Les aménagements aux abords des fosses, les différentes canalisations, doivent être maintenues en état.</p> <p>Sous un délai de 3 mois, remettre en état les aménagements dédiés au Smelox mobile, ou présenter une solution de traitement autre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Bordereaux import, export

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bordereaux d'exports ont été présentés lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a un contrat avec une entreprise pour la récupération des déchets vétérinaires.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

Constats :

L'exploitation, de part son atelier porc, est concerné par la directive IED qui impose la couverture des ouvrages de stockage des effluents. Aucun des ouvrages de stockage n'est couvert.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place une couverture des ouvrages de stockage recevant les effluents de l'atelier porc. (STO1 - STO3 - les deux lagunes)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 22 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

Constats : Aucune déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac n'a été renseignée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Effectuer la déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac sur le site internet mis à disposition pour l'année 2024 dès l'ouverture du site en 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois